



Réunion 2010 des ministres de l'Éducation de l'OCDE Investir dans le capital humain et social : les nouveaux enjeux

Paris, 4 et 5 novembre 2010

Résumé de la Présidente

Présidente : Mme Claudia Schmied, Ministre fédérale de l'éducation, des arts et de la culture de l'Autriche

Vice-Président : M. Alonso Lujambio, Ministre de l'enseignement public du Mexique

Vice-Présidente : Mme Anne Tolley, Ministre de l'éducation de la Nouvelle-Zélande

INTRODUCTION

L'Autriche a eu l'honneur de présider, en collaboration avec la Nouvelle-Zélande et le Mexique, vice-présidents, la réunion 2010 des ministres de l'Éducation de l'OCDE, dont le thème était *Investir dans le capital humain et social : les nouveaux enjeux*. Nous nous félicitons du caractère international de cette réunion qui a rassemblé 38 pays, parmi lesquels 32 pays membres et la Commission européenne, les pays candidats à l'adhésion (Estonie et Fédération de Russie), deux des pays visés par l'engagement renforcé (Afrique du Sud et Indonésie) ainsi que l'Égypte, la Roumanie et des représentants de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe.

Nous avons également eu des consultations avec des représentants des entreprises (BIAC) et des syndicats (TUAC) et reçu des contributions de la part de la société civile par le biais d'une plateforme d'échanges en ligne intitulée *Raise Your Hand* et du Forum de l'OCDE sur les politiques de l'éducation.

La réunion des ministres de l'Éducation de l'OCDE avait pour thème central le rôle essentiel que les systèmes nationaux d'enseignement et de formation jouent dans la construction de nos économies et sociétés futures. L'enseignement et la formation sont déterminants pour la reprise économique.

L'enseignement et la formation continuent de favoriser la mobilité sociale et contribuent à la cohésion et l'insertion dans des sociétés et des cultures de plus en plus diversifiées. Il faudra, pour doter nos systèmes éducatifs des meilleures écoles et des meilleurs enseignants, des politiques novatrices et des mécanismes de gouvernance publique rigoureux, soutenus par une culture de la responsabilité. Des programmes de réforme ambitieux et continus seront indispensables pour permettre à l'enseignement de contribuer de façon optimale au renforcement du capital humain et social nécessaire aujourd'hui et à l'avenir.

Pendant la réunion 2010 des ministres de l'Éducation de l'OCDE, nous avons étudié quatre des grands enjeux à venir :

1. Lutter contre les effets de la crise dans le secteur éducatif
2. Mettre en adéquation les compétences et les besoins nouveaux
3. Renforcer l'efficacité des enseignants au XXI^e siècle
4. Optimiser les retombées sociales de l'éducation

a) Les grandes problématiques

Nous avons étudié les conséquences de la crise pour les systèmes d'enseignement et de formation des différents pays et procédé à des échanges de vues sur les moyens de renforcer l'équité et l'efficacité.

Nous nous sommes accordés à reconnaître que pour assurer une reprise économique durable et favoriser le progrès social, il fallait maintenir des niveaux adéquats d'investissement dans l'enseignement et la formation, tout en veillant en permanence à mieux utiliser des ressources limitées et à encourager l'innovation.

Nous avons également examiné les effets à long terme de la crise sociale due au chômage des jeunes sur les aspirations de ces derniers, leur motivation et leur attitude à l'égard des études. L'enseignement de base constitue le socle de la vie future. Nous devons veiller à ce qu'aucun enfant ni aucun adulte ne soit laissé pour compte.

b) Qu'avons-nous appris ?

Plus que jamais, l'éducation doit être vue comme un investissement et comme un moteur de la croissance à long terme et de la cohésion sociale. Nous avons besoin de personnes plus qualifiées en plus grand nombre pour assurer la prospérité future de sociétés toujours plus mondialisées et diversifiées.

Des données comparatives fiables sur les résultats de l'enseignement représentent l'un des meilleurs moyens de justifier des investissements publics constants dans le secteur éducatif. L'éducation est un bien public.

c) Que pouvons-nous faire ?

Nous avons admis que nous devons faire mieux pour empêcher l'échec scolaire et les abandons, et nous devons nous attaquer au chômage des jeunes. Nous ne pouvons pas nous permettre de gâcher la moindre parcelle de notre potentiel en capital humain.

Nous devons commencer tôt, envisager la formation sur toute la durée de la vie et nous concentrer sur les compétences fondamentales. Les enseignants ont un rôle décisif à jouer à cet égard.

Le maintien du statu quo ne suffit pas pour renforcer l'efficacité et l'efficacité : nous devons mettre à profit la crise pour apporter des changements et de l'innovation, en nous appuyant sur des critères plus rigoureux et sur de meilleures évaluations. Nous avons constaté que les dépenses engagées pour la relance ont permis dans certains cas d'accélérer les réformes de l'éducation et de renforcer les capacités et la qualité des systèmes éducatifs.

Une collaboration et un dialogue constants à l'échelle internationale sont extrêmement utiles pour trouver de meilleures solutions. Nous devons nous concentrer sur l'amélioration de la gouvernance publique du système éducatif. Il convient également de donner plus d'autonomie et de responsabilité aux chefs d'établissement. L'école a besoin d'évoluer dans un climat de confiance.

2. METTRE EN ADÉQUATION LES COMPÉTENCES ET LES BESOINS NOUVEAUX

a) Les grandes problématiques

Les systèmes d'enseignement et de formation doivent produire des apprenants compétents, liés à des réseaux, qui se formeront tout au long de leur vie et sauront répondre efficacement aux besoins nouveaux qu'impose l'évolution rapide des technologies, des structures et de la société.

Les compétences fondamentales, la confiance en soi et l'esprit d'entreprise face aux défis nouveaux revêtent une grande importance.

b) Qu'avons-nous appris ?

Nous avons reconnu qu'il était essentiel de disposer de bonnes compétences pour la prospérité des individus comme de la société. Il est difficile de prévoir quelles compétences seront recherchées à l'avenir, en particulier dans une économie en pleine mutation et aux perspectives très incertaines.

Nous avons souligné qu'il était nécessaire de prendre en compte toute la durée de la vie pour élaborer des actions qui permettent de renforcer, de développer et d'améliorer en permanence les qualifications et les compétences dont la société a besoin.

Pour réussir, il faut à la fois intervenir efficacement sans retard et assurer l'équité et l'accès à la formation complémentaire.

L'importance des compétences fondamentales a été soulignée à nouveau, de même que la nécessité de parvenir à un bon équilibre entre les compétences professionnelles et les compétences générales, telles que l'esprit d'entreprise, la créativité et le sens de la communication, ainsi que les aptitudes que les jeunes acquièrent en dehors de l'école.

Les structures de gouvernance et les mesures d'incitation doivent permettre de faire en sorte que tous les acteurs et instances concernés par le secteur éducatif et le marché du travail travaillent ensemble et s'adaptent efficacement à l'évolution des besoins.

c) Que pouvons-nous faire ?

Nous devons adopter une approche englobant tous les aspects de l'action publique et toutes les composantes du secteur éducatif afin de mobiliser les employeurs et de répondre à l'évolution de la demande de compétences sur le marché du travail.

Nous avons conscience de la nécessité de prendre des mesures appropriées pour :

- Élaborer des mécanismes efficaces de collecte d'information sur l'évolution de la demande de compétences et prendre ces données en compte dans les programmes d'enseignement ;
- Préparer des apprenants motivés, engagés, qui sauront surmonter les défis de demain ;
- Établir une alliance solide entre les pouvoirs publics, les entreprises et les acteurs sociaux qui peuvent mobiliser les énergies, favoriser l'innovation et réunir les ressources nécessaires pour faire de la formation tout au long de la vie une réalité ;
- Améliorer les services d'orientation professionnelle pour mieux accompagner les apprenants ;
- Anticiper les évolutions futures à travers l'innovation, la créativité et la confiance.

3. RENFORCER L'EFFICACITÉ DES ENSEIGNANTS AU XXIE SIÈCLE

a) Les grandes problématiques

Les enseignants sont les principaux maillons du système éducatif. Lorsqu'ils sont efficaces, nos élèves apprennent avec facilité et enthousiasme. Nous devons donc donner aux enseignants et aux chefs d'établissement les outils et le soutien dont ils ont besoin pour bien faire leur travail.

b) Qu'avons-nous appris ?

Le monde est devenu plus complexe, les apprenants se sont diversifiés, les enseignants sont confrontés à des attentes toujours plus grandes alors que leur profession tend à être moins respectée.

Toute la difficulté consiste à faire en sorte que les enseignants travaillent ensemble de manière efficace.

Plusieurs représentants nationaux ont fait valoir qu'il était difficile d'attirer dans l'enseignement les personnes ayant à la fois les qualifications et les qualités personnelles requises. Il nous a paru essentiel de rehausser le statut et l'image des enseignants, ce qui implique probablement de meilleurs salaires, des critères d'admission plus exigeants et une plus grande reconnaissance professionnelle. Nous devrions leur ouvrir de meilleures perspectives de carrière (direction d'établissement, tutorat pour les jeunes enseignants, etc.) et relever la qualité de l'enseignement grâce à un système d'évaluation.

Pour nombre d'entre nous, il sera difficile de passer de programmes de formation et de perfectionnement professionnel continu à la maîtrise des compétences dont les enseignants ont aujourd'hui besoin dans leurs classes, notamment la pédagogie pluriculturelle.

c) Que pouvons-nous faire ?

Nous devons accorder plus d'importance à la formation et au perfectionnement professionnel, en particulier à la formation initiale des enseignants, à leur initiation pratique et au soutien aux nouveaux enseignants.

Nous devons également nous concentrer sur la sélection des enseignants et sur les moyens d'attirer les meilleurs candidats.

Il est essentiel de mettre en place un système efficace de certification et d'évaluation continue afin de transmettre aux enseignants les informations dont ils ont besoin pour s'améliorer tout au long de leur carrière. Ce système doit prendre en compte les besoins des enseignants, les progrès des élèves et les intérêts des autres parties prenantes. La formation en cours d'emploi est importante. Les résultats de la recherche doivent être appliqués aux méthodes d'enseignement. Il faut encourager le travail en équipe au sein des établissements scolaires, entre les établissements et entre leurs responsables.

Les enseignants doivent transmettre à leurs élèves des compétences qui leur permettront de trouver un emploi, mais aussi les valeurs qui fondent nos sociétés.

4. OPTIMISER LES RETOMBÉES SOCIALES DE L'ÉDUCATION

a) Les grandes problématiques

La récession économique comporte une dimension sociale, qui se traduit par un chômage en hausse, en particulier chez les jeunes, et qui a des répercussions non seulement sur les conditions de vie matérielles mais aussi sur le bien-être au sens large et sur la qualité de vie de nombreuses personnes. L'enseignement a un rôle déterminant à jouer face à cette situation.

Des recherches récentes ont permis de mieux comprendre comment l'enseignement engendre non seulement du capital humain, mais aussi des retombées sociales bénéfiques plus larges. L'interaction entre capital humain et capital social permet d'améliorer les résultats sur le front de l'emploi, mais aussi la santé, la citoyenneté, l'intérêt pour la politique, la confiance et la tolérance.

Des actions publiques bien conçues, axées sur les compétences cognitives et non cognitives, les valeurs et les comportements, sont nécessaires pour renforcer l'efficacité de l'enseignement.

b) Qu'avons-nous appris ?

Les avantages qu'apporte l'enseignement dépassent les retombées économiques que les individus et la société en retirent, ils se traduisent également par une meilleure santé, une citoyenneté plus active, des taux de criminalité plus faibles, une confiance et une tolérance plus grandes.

Tout le monde ne réalise pas encore pleinement son potentiel en matière d'éducation, aussi les retombées de l'enseignement sont-elles toujours marquées par de profondes inégalités.

L'immigration, en particulier dans les zones urbaines, continue de poser des problèmes pour les établissements scolaires – mais la diversité accrue qu'elle engendre offre aussi de nombreuses opportunités.

c) Que pouvons-nous faire ?

La lecture, l'écriture, le calcul et les compétences fondamentales doivent être renforcées. Parallèlement, les compétences non cognitives telles que la créativité, le raisonnement critique, la résolution de problème et le travail d'équipe sont importantes, tant d'un point de vue économique que social. Nous devons nous occuper des enfants ayant des besoins particuliers et des apprenants nécessitant un soutien personnalisé.

La meilleure contribution que l'éducation peut apporter face aux nombreuses difficultés auxquelles nos sociétés sont confrontées est de mieux assurer sa mission première. Là encore, nous devons travailler ensemble et adopter une approche intersectorielle.

Nous sommes conscients de la nécessité impérieuse de lutter contre l'inégalité des chances et les autres problèmes d'équité, mais aussi de permettre aux systèmes éducatifs de mieux atteindre leurs objectifs.

Nous avons également souligné la nécessité de mieux comprendre l'incidence de l'enseignement sur les aspects sociaux de la vie moderne, et nous nous félicitons des travaux que l'OCDE mène dans ce domaine.

Les parents, les familles et la société devraient être plus présents dans la vie scolaire.

LES DÉFIS ET LES OPPORTUNITÉS À VENIR

Nous reconnaissons la diversité des systèmes éducatifs dans le monde, tout en réaffirmant la valeur du dialogue international et l'intérêt de disposer de données comparatives fiables à l'échelle internationale, telles que celles produites par l'OCDE, sur les systèmes éducatifs et les retombées de l'enseignement.

Nous nous félicitons de la possibilité qui nous est offerte de poursuivre au sein de l'OCDE des discussions ouvertes et constructives, qui enrichissent notre propre expérience et nos connaissances.

Nous saluons la volonté de l'OCDE d'étudier les structures de gouvernance publique et de gestion des systèmes éducatifs, ainsi que la façon dont les réformes sont mises en œuvre selon les pays.

J'aimerais conclure ce résumé en exprimant ma profonde gratitude envers les ministres de la Nouvelle-Zélande et du Mexique, Vice-Présidents d'une réunion dont la réussite leur doit beaucoup, ainsi qu'en remerciant le Secrétariat de son implication et de son soutien.